Analyse des changements d'occupation des sols en France entre 1992 et 2003

Raja Chakir et Anne-Claire Madignier

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/1920>

DOI : 10.4000/economierurale.1920

ISSN : 2105-2581

Éditeur

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

Édition imprimée

Date de publication : 30 décembre 2006

Pagination : 59-68

ISSN : 0013-0559

Référence électronique

Raja Chakir et Anne-Claire Madignier, « Analyse des changements d'occupation des sols en France entre 1992 et 2003 », *Économie rurale* [En ligne], 296 | Novembre-décembre 2006, mis en ligne le 29 octobre 2009, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/1920> ; DOI : 10.4000/economierurale.1920

Analyse des changements d'occupation des sols en France entre 1992 et 2003

Raja CHAKIR, Anne-Claire MADIGNIER • UMR Economie publique INRA-AgroParisTech

Les quinze dernières années ont été marquées en France, et dans l'espace européen, par une succession de nouvelles réformes de la Politique agricole commune (PAC). Ces réformes ont marqué une inflexion par rapport à celles entreprises depuis les débuts de la PAC dans les années soixante. Ainsi, avant les années 1990, la PAC avait comme objectif clé la garantie d'auto-provisionnement de l'Union européenne en denrées alimentaires de base. Il en a résulté une politique d'aides directes axées sur la production. La réforme de fond qui a eu lieu en 1992 a complètement transformé la PAC. Cette réforme a apporté des changements radicaux comme le remplacement progressif du soutien des prix par des aides directes sous réserve de gel d'une partie des terres. Elle a aussi amené des éléments véritablement novateurs comme les aides environnementales. La réforme de l'Agenda 2000 va dans le même sens avec le renforcement des mesures agri-environnementales. Cette réforme a introduit la « modulation » des aides directes pour financer des mesures davantage axées sur l'environnement et le développement rural (Bureau, 2007)¹.

Ces réformes ont eu des effets importants sur l'agriculture : réduction du nombre d'exploitations, baisse des revenus agricoles et baisse des reprises des exploitations après départ à la retraite des agriculteurs (Butault, 2006 ; Butault et Delame, 2005)². Tous ces changements ont également affecté l'évolution des structures d'occupation du sol en France avec la baisse des surfaces agricoles. Les espaces libérés par l'agriculture sont convertis en usage boisé, artificialisé ou abandonnés sans usage.

Nous décrivons ci-après les changements d'usage des sols qui ont eu lieu au cours de la période 1992-2003 en analysant les dynamiques de ces changements ainsi que leur variabilité géographique. Cette étude³ a pu être menée grâce aux données de l'enquête TERUTI du SCEES⁴.

1. Bureau J.-C. (2007). *La politique agricole commune*. Paris, La Découverte, Collections Repères.

2. Butault J.-P. (2006). La baisse des revenus et l'essoufflement de la productivité dans l'agriculture française depuis 1998. *Inra Sciences Sociales*, n° 2 ; Butault J.-P., Delame N. (2005). Concentration de la production agricole et croissance des exploitations. *Economie et Statistiques*, n° 300, p. 47-52.

3. Cette étude présente une première analyse descriptive menée dans le cadre d'un programme de recherche sur les changements d'utilisation du territoire en France. Ce programme de recherche a bénéficié du soutien financier du projet Agriculture Développement Durable-IMPACT de l'Agence Nationale de la Recherche.

4. Pour plus de détails sur l'enquête TERUTI, se reporter à l'annexe *in fine*, section 1.

Usages des sols en France

La surface de la France métropolitaine qui s'étend sur 552 000 Km² est majoritairement consacrée à des usages agricoles. Comme le montre la *figure 1*, la surface agricole couvre, en 2003, plus de 50 % du territoire, viennent ensuite les surfaces boisées (environ 30 % du territoire), enfin l'absence d'usage représente 9 % de la surface nationale. Les autres usages (habitat, réseau routier, loisir...) représentent environ 6 %.

Figure 1. Répartition du territoire entre différents usages en 2003

Les différents usages peuvent également être regroupés en quatre classes : agricole, boisé, artificialisé et sans usage⁵. Le *tableau 1* suit l'évolution de ces usages entre 1992 et 2003. L'usage agricole est le plus important sur toute la période avec 54,9 % du territoire. L'usage urbanisé, le plus faible, représente quant à lui 6 % du territoire. Entre 1992 et 2003 les usages agricoles et sans usage ont

5. Pour le regroupement voir la section 2 de l'annexe.

diminué alors que les sols boisés et urbanisés ont connu une emprise.

La situation en 2003 est le résultat de modifications d'usage du sol. L'étude de l'évolution de ces usages nous renseignera sur les principales dynamiques de changements d'usage du sol depuis 1992.

Évolution des différents usages du sol depuis 1992

Une première analyse permet de dresser un historique des principales modifications du territoire.

Emprise et déprise d'usage

L'étude de l'évolution des quatre grands types d'usages montre que certains connaissent peu de modifications, leur emprise reste stable entre 1992 et 2003, d'autres en revanche ont été modifiés. Comme le montre la *figure 2* :

- la surface agricole diminue tout au long de la période passant de 31,2 millions d'hectares en 1992 à 30,4 millions d'hectares en 2003 ;
- les surfaces boisées couvrent entre 15,9 millions d'hectares en 1992 et 16,5 millions d'hectares en 2003. Elles sont principalement constituées de feuillus (17 % du territoire) ;
- les surfaces sans usage ont tendance à diminuer (5,4 millions d'hectares en 1992 à 5,2 millions d'hectares en 2003) ;
- les sols artificialisés augmentent, passant de 2,8 millions d'hectares soit 5 % du territoire en 1992 à presque 6 % (3,2 millions d'hectares en 2003). Parmi ces surfaces, c'est l'habitat individuel qui connaît

Tableau 1. Répartition du territoire entre différents usages entre 1992 et 2003

Surface (10 000 ha)	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	% d'évolution entre 92-03
Agricole	3 127	3 116	3 104	3 098	3 091	3 084	3 076	3 070	3 064	3 057	3 052	3 047	- 2,6%
Boisé	1 599	1 605	1 615	1 622	1 627	1 631	1 635	1 636	1 640	1 643	1 646	1 649	3,1%
Sans usage	540	541	538	533	529	530	529	530	528	527	525	523	- 3,1%
Artificialisé	280	285	290	294	300	302	307	310	314	319	323	327	16,8%

Source : Enquête Teruti.

la plus forte augmentation de 2,93 % à 3,61 % alors que l'habitat collectif reste stable à 0,25 %. Enfin, le réseau routier permanent est le seul réseau à augmenter, passant de 1,86 % à 2,02 % en 2003.

La figure 2 présente l'évolution des surfaces des quatre grands usages du territoire.

importantes. Outre ces grandes tendances l'enquête permet d'avoir des informations sur l'évolution de chaque point. En effet, il est possible de savoir quels sont les usages qui échangent le plus de surfaces entre eux. Une étude des successions d'états pour toutes les années apportera des informations sur ces questions.

Figure 2. Evolution des quatre grands usages du sol entre 1992 et 2003

Conception : les auteurs.

En résumé, entre 1992 et 2003 le territoire français a connu un recul de l'agriculture ainsi qu'une déprise des sols sans usage, compensé par un boisement et une artificialisation des terres poursuivant ainsi la dynamique déjà observée entre 1982 et 1990 (Cavailhès et Normandin, 1993)⁶. Ces emprises et déprises sont le résultat de transferts d'une occupation à une autre et peuvent cacher des modifications beaucoup plus

Principaux changements d'usage du sol entre 1992 et 2003

L'étude des modifications et transferts d'usage portera sur les quatre grands types d'usage : agricole, boisé, artificialisé et sans usage⁷. Nous pourrions comparer ces transferts avec ceux effectués pendant la période 1982-1990 (Cavailhès et Normandin, *op. cit.*)⁸ puisque les regroupements sont similaires. Entre les périodes 1982-1990 et 1992-2003

7. Cf. l'annexe pour les détails de ces quatre usages. Les informations issues de la base de données Teruti permettent de considérer 99,8 % du territoire dans ces quatre usages, pour les 0,2 % restant l'usage est indéterminé.

8. Cf. la note 7.

6. Cavailhès J., Normandin D. (1993). Déprise agricole et boisement : état des lieux, enjeux et perspectives dans le cadre de la réforme de la PAC. *Economie et Forêt, Revue Forestière Française*, XLVIII-6, p. 547-562.

certaines dynamiques ont été modifiées. Les sols artificialisés et boisés connaissent toujours une emprise, néanmoins les sols artificialisés augmentent moins vite que sur la période précédente. L'emprise la plus forte est maintenant celle des sols boisés. La déprise agricole s'intensifie alors que la déprise des sols sans usage se maintient. La déprise agricole se fait majoritairement vers les sols sans usage alors qu'elle était destinée à l'artificialisation entre 1982 et 1990. Cette modification des flux montre une réelle perte d'usage des sols agricoles alors qu'ils étaient reconvertis entre 1982 et 1990. Un seul flux net a été inversé entre les deux périodes : alors que les sols agricoles compensaient une faible part de la déprise par un gain sur les sols boisés, la période 1992-2003 est marquée par un boisement des sols agricoles qui perdent maintenant vers tous les usages.

La figure 3 illustre, sur la période 1992 à 2003, les flux et les soldes pour les quatre catégories d'usage du sol au niveau national. Sur cette période, 4 millions d'hectares ont changé d'usage entre les quatre catégories, ce qui représente 7 % de la superficie totale de la France. Ce sont les sols agricoles en 1992 qui ont le plus changé d'usage en moyenne de 145 000 ha/an (dont environ la moitié vers les sols sans usage). Les sols sans usage ont perdu en moyenne 112 000 ha/an, dont environ la moitié vers des sols boisés.

Deux usages présentent un solde d'évolution négatif : les sols agricoles et les sols sans usage. Les deux usages avec un solde positif sont : les sols artificialisés et les boisés. Vers quels usages ces espaces sont-ils transférés ? La première remarque concerne la comparaison entre les échanges réalisés entre usages dans les périodes 1982-1990 et 1992-2003. L'emprise et la déprise concernent les mêmes catégories néanmoins il existe des inversions de flux nets qui marquent un changement dans les dynamiques d'échanges entre catégories.

1. Diminution des sols agricoles

Sur la période considérée, la diminution nette de sols agricoles atteint environ 2,57 % de la surface qu'ils utilisaient en 1992, soit une baisse moyenne de 66 000 ha/an. Cette diminution est légèrement supérieure à celle observée entre 1982-1990 (moins 57 000 ha/an).

Alors que l'artificialisation était le principal changement observé pendant la période précédente elle est passée de 43 000 ha/an entre 1980 et 1990 à 29 000 ha/an entre 1992 et 2003. La principale artificialisation se fait à partir de prairies (8 300 ha/an), l'habitat individuel est l'usage qui augmente le plus avec une emprise de 12 400ha/an. Les modifications du territoire se font maintenant principalement au profit des sols sans usage : 31 000 ha/an dont 8 000 ha/an vers

Figure 3. Echanges entre quatre grandes catégories du territoire entre 1992 et 2003

Source : Conception des auteurs.

des landes et seulement 800 ha/an vers des friches. L'enrichissement est donc très limité, cet usage pouvant aussi correspondre à un état temporaire des sols en attente de reconversion. La perte d'usage des sols agricoles, principale cause de la déprise se fait surtout vers des pelouses d'agrément (15 000 ha/an).

Globalement, les modifications brutes des sols agricoles se font vers des sols « ruraux » (sans usage ou boisés) ; seulement 20 % des modifications se font vers des sols artificialisés ce qui représente 1,4 % de la surface en 1992 soit 37 000 ha/an. Enfin, les flux entre sols agricoles et sols boisés sont plus équilibrés même si le flux net se fait au profit des sols boisés pour 7 000 ha/an.

2. Perte limitée des sols sans usage

Cet usage est celui qui a le plus d'échanges avec les autres puisque seulement 75 % des terres sans usage en 1992 le restent en 2003 (la stabilité des autres usages est de l'ordre de 90 %). La déprise des sols sans usage est comparable à celle observée sur la période 1982-1990, néanmoins les flux nets sont différents. Sur la période 1982-1990 la déprise des sols sans usage résultait d'un gain faible de sols agricoles et d'un transfert vers des sols boisés et artificialisés; entre 1992 et 2003 le gain en sols agricoles a beaucoup augmenté et la reconversion des sols sans usage se fait préférentiellement par un boisement. La déprise est de 14 000 ha/an soit 3 % de la surface utilisée en 1992. Celle-ci se fait par un boisement net de 39 000 ha/an et une artificialisation nette de 6 000 ha/an compensée en partie par une forte perte d'usage des terres agricoles (31 000 ha/an).

3. Emprise des sols boisés

L'augmentation des sols boisés représente 3 % de la surface utilisée en 1992, cette emprise se faisant principalement depuis des sols sans usage. Les landes et les surfaces en herbe sont les principales surfaces à devenir boisées. Le boisement est beaucoup plus important qu'entre 1982 et 1990

(les surfaces transférées ont été multipliées par quatre passants d'une emprise de 10 000 ha/an à 40 000 ha/an). Jusqu'en 1992 l'artificialisation des terres agricoles se traduisait par un report de l'agriculture sur des sols boisés même si ces transferts de surfaces étaient faibles (5 000 ha/an entre 1982 et 1990) ; aujourd'hui on assiste à un boisement des surfaces agricoles (7 000 ha/an). Même si ce flux net est faible il marque un changement puisque c'est le seul flux à avoir été inversé. Cette tendance au « grignotage » des terres agricoles par les surfaces boisées peut s'observer en réalité depuis 1993.

4. Emprise des sols artificialisés

L'artificialisation nette des terres (39 000 ha/an) est inférieure à l'emprise observée pendant la période 1982-1990 (plus 61 000 ha/an entre 1982 et 1990). 75 % de cette emprise provient d'une artificialisation des sols agricoles et est, pour l'essentiel, soit à vocation d'habitat collectif (148 600 hectares) soit de réseau routier (74 600 hectares). Très peu de sols artificialisés en 1992 changent d'usage par la suite.

5. Le bilan des changements

Le bilan des changements d'usage du sol observé sur la période 1992-2003 montre que la plupart des échanges se font entre sols ruraux, alors que ces échanges étaient plus faibles sur la période 1982-1999. L'artificialisation des terres, presque exclusivement d'origine agricole, n'est plus la modification d'usage majoritaire. Aujourd'hui on assiste à un boisement net des terres sans usage et un transfert important de terres agricoles vers des sols sans usage. Notons que les sols agricoles sont les seuls à perdre vers tous les autres usages. Les tendances de la période précédente ne changent pas ; la déprise agricole se poursuit et s'intensifie, les pertes d'usages des sols sont limitées et stables. Les reconversions se font toujours vers un boisement et une artificialisation mais les tendances sont inversées.

En effet, après une période de forte artificialisation et de boisement modéré, les sols boisés sont ceux qui connaissent la plus forte emprise.

Les emprises et déprises globales donnent une idée de la situation au niveau national. Marquées par les spécificités locales, les dynamiques de changements d'usages observées au niveau infranational seront très différentes.

Comparaisons des différents usages du sol au niveau départemental

La répartition des différents usages au niveau départemental marque certaines spécificités (figure 4) : on voit nettement ressortir les départements à tendance rurale

comme ceux de la région Centre, et les départements plus urbanisés comme ceux de l'Ile-de-France ou du Rhône.

On peut observer une opposition entre la répartition des sols agricoles et celle des sols boisés : on retrouve au nord d'un axe est-ouest Moselle-Gironde, des départements à forte surface agricole et faible surface boisée comme en la Mayenne, la Sarthe... départements à tendance agricole. Inversement au sud de cet axe les départements sont fortement boisés et peu agricoles (Rhône-Alpes, région PACA). Les sols artificialisés se localisent sur la côte languedocienne et azuréenne, sur la façade atlantique, en Ile-de-France ainsi que dans le Rhône et dans le Nord. Les sols sans usage se trouvent principalement sur un axe sud (Pyrénées, Lan-

Figure 4. Occupation des quatre grands usages du sol au niveau départemental en 2003 par quantile

guedoc, Côte d'Azur et Alpes).

Les répartitions ainsi que les évolutions des quatre principaux usages du sol diffèrent en fonction du département. La déprise agricole (*figure 5*) est présente dans presque tous les départements, néanmoins elle est plus marquée dans le nord-ouest (Bretagne, Pays-de-la-Loire, Normandie), sud-ouest (Gironde, Lot-et-Garonne, Dordogne) ainsi que dans le sud-est (Languedoc, Provence). Sur la Côte d'Azur cette déprise représente même une diminution de 50 % des sols ruraux existants en 1992 ; cette déprise est liée à une forte artificialisation du littoral. Certains départements connaissent, à l'inverse, une emprise agricole comme l'Aube, la Haute-Marne, dans la Creuse et l'Allier ainsi que dans l'Aveyron et en

Corse-du-Sud.

L'évolution des sols artificialisés diffère aussi fortement en fonction des départements. La *figure 5* met en évidence les départements fortement urbanisés (Paris et sa couronne, Côte d'Azur, vallée du Rhône ainsi que la côte atlantique) ; ces départements ont une surface artificialisée importante et celle-ci a augmenté depuis 1992 mais ce ne sont pas les départements qui connaissent le taux d'urbanisation le plus élevé. Les départements ayant une surface artificialisée plus faible mais dont la croissance est forte, sont en cours d'urbanisation. Plusieurs axes se dessinent : de la Dordogne à l'Hérault ainsi que de l'Ile-de-France à la Charente-Maritime. Enfin les départements à faible surface urbanisée et dont le taux de croissance

Figure 5. Evolution des surfaces par usage et par département

est faible sont des départements à tendance rurale/agricole. On retrouve ce type de département en zone montagneuse dans les Alpes et les Pyrénées ainsi qu'un axe rural entre les Ardennes et la Corrèze.

La plupart des départements les surfaces boisées (*figure 5*) connaissent une augmentation. La plus forte emprise se situe dans le sud-est de la France (Côte d'Azur et Languedoc Roussillon). Une déprise plus limitée est observée dans quelques autres départements. Elle concerne des zones à tendance agricole comme la Haute-Marne, l'Aube, l'Allier et la Creuse. Contrairement aux dynamiques nationales de « grignotage » des sols agricoles par les sols boisés, ces départements connaissent une croissance des surfaces agricoles au détriment des sols boisés.

On peut noter une emprise des sols sans usage (*figure 5*) plus répandue au Nord à l'exception de la région Centre et une déprise plus marquée au Sud hormis la région Aquitaine. Cette déprise des sols sans usage est importante en région PACA ainsi que dans le Languedoc Roussillon. Dans ces départements cette déprise se fait par un boisement important et une artificialisation des terres.

Conclusion

Cette étude met en évidence l'ampleur des changements de l'utilisation des sols en France sur la période 1992-2003. La dynamique de ces changements montre une continuité des tendances déjà amorcée depuis quelques décennies : déprise agricole au profit du boisement et de l'urbanisation : ceci malgré les deux réformes de la PAC qui ont eu lieu durant cette période : Réforme 1992 et Agenda 2000. Ces deux réformes, et surtout celle de l'Agenda 2000, font de la politique de développement rural le « second pilier » de la PAC. Ces réformes ont mis en place des mesures qui visent à promouvoir, à côté des rôles traditionnels de l'agriculture comme la production de matières premières

agricoles et alimentaires, d'autres fonctions : contribuer à l'aménagement du territoire, entretenir terres et paysages, maintenir la biodiversité, par exemple.

La disparition des activités agricoles sur certains territoires conduit à l'appauvrissement de la biodiversité, plus grande dans des espaces ouverts cultivés au moins partiellement, que dans des zones de friches ou de forêts (Bonnieux et Rainelli, 1998)⁹.

La mise en œuvre de la dernière réforme de la PAC datant de 2003 (mise en œuvre en France à partir de 2006) risque de modifier l'évolution de l'agriculture française. L'instauration du découplage des aides change radicalement le soutien à l'agriculture et les conditions d'exercice du métier d'agriculteur. Chaque exploitant dispose désormais d'un actif constitué de droits à paiement, qu'il peut transférer. Il faut s'attendre à ce que, progressivement, les comportements soient davantage centrés sur une gestion des actifs patrimoniaux que sont les droits à prime (Bureau, *op. cit*)¹⁰. Ceci permettra probablement le maintien de l'activité agricole qui peut assurer la préservation du paysage, le développement rural et le ralentissement de la cadence de la déprise agricole. ■

Les auteurs remercient le SCEES pour avoir mis à leur disposition les données de l'enquête TERUTI ainsi que Joël Priolon pour sa relecture et ses commentaires.

9. Bonnieux F., Rainelli P. (1998). Estimating the supply of environmental benefits by agriculture: a French case study. *Environmental and Resource Economics*, n° 11, p. 135–153.

10. Cf. note 1.

ANNEXE

1. L'enquête TERUTI

L'enquête TERUTI est une enquête annuelle réalisée par le Service central des enquêtes et études statistiques (SCEES) du ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Alimentation. Cette enquête collecte, à partir d'un échantillon de points régulièrement répartis sur l'ensemble du territoire français, des informations sur l'occupation du territoire, du point de vue physique (surfaces occupées par les cultures, prairies, friches, landes, forêts et autres espaces naturels, terrains bâtis, routes, etc.) et du point de vue fonctionnel (agriculture, réseau routier, habitat, etc.) (Agreste, 2004)¹¹.

L'enquête TERUTI repose sur un maillage régulier de plus de 550 000 points répartis sur le territoire français (environ 1 point/100 ha). La méthode de répartition

des points se base sur un tirage systématique à deux degrés (Agreste, *op. cit.*)¹² Au premier degré, tout le territoire est quadrillé de mailles de 12 km × 12 km. On obtient 4 700 mailles. À l'intérieur de chaque maille huit photographies, dont la position est fixe, sont déterminées. Chaque photographie couvre une zone 1 800 m × 1 800 m. On tire systématiquement les photos 1 à 4. Au second degré, à l'intérieur de chaque photographie une grille de 36 points équidistants est appliquée, ces points sont distants de 6 m et couvrent une superficie de 3 m × 3 m.

L'ensemble de l'échantillon compte 15 597 photographies et 555 903 points. Chaque point identifie une portion homogène du point de vue de l'occupation du sol. Chaque observation répond à une nomenclature physique parmi 81 postes et une nomenclature fonctionnelle parmi 25 postes.

11. Agreste (2004). *L'utilisation du territoire en 2003 - nouvelle série 1992 à 2003*. Chiffres et Données - Série Agriculture, n° 157, p. 406-414.

12. Cf. note 12.

2. Regroupement de la nomenclature physique

<p>Sols sans usages</p> <ul style="list-style-type: none"> 11 - Marais salants, étangs d'eau saumâtre 12 - Lacs, bassins, étangs d'eau douce 12 - Rivières (y compris estuaires), canaux 14 - Marais, zones humides (y compris marécages et tourbières) sans utilisation agricole particulière 15 - Glaciers, neiges éternelles 16 - Rochers, éboulis 17 - Dunes blanches, plages de sable ou de galets 68 - Pelouses d'agrément et autres superficies en herbe 69 - Friches 70 - Landes <p>Sols boisés</p> <ul style="list-style-type: none"> 18 - Feuillus 19 - Résineux 20 - Boisement à faible densité 21 - Mixtes 22 - Bosquets 	<ul style="list-style-type: none"> 23 - Arbres épars 24 - Peupleraies en plein 25 - Peupleraies associées 26 - Peupliers épars <p>Sols agricoles</p> <ul style="list-style-type: none"> 27 - Blé 28 - Orge et escourgeon 29 - Avoine 30 - Maïs 31 - Seigle 32 - Mélanges et autres céréales 33 - Betteraves 34 - Plantes textiles 35 - Tournesol 36 - Colza oléagineux, navette 37 - Autres cultures industrielles oléagineuses 38 - Autres cultures industrielles 39 - Pommes de terre 40 - Pois et petits pois 41 - Fèves, féveroles 42 - Autres légumineuses
---	--

- 43 - Pépinières (y compris forestières), fleurs et plantes ornementales
- 44 - Plantes sarclées fourragères
- 45 - Autres cultures fourragères annuelles
- 46 - Prairies artificielles
- 47 - Prairies temporaires
- 48 - Prairies permanentes ou naturelles productives
- 49 - Alpagnes et estives
- 50 - Superficie en herbe à faible productivité
- 51 - Prés-vergers
- 52 - Jachères
- 53 - Abricotiers (en culture pure)
- 54 - Cerisiers (en culture pure)
- 55 - Pêchers (en culture pure)
- 56 - Pruniers (en culture pure)
- 57 - Poiriers (en culture pure)
- 58 - Pommiers (en culture pure)
- 59 - Mélanges des 6 espèces
- 60 - Autres espèces fruitières que les 6 (cultures pure ou mélange)
- 61 - Association des 6 espèces avec des productions autres que fruitières
- 62 - Association des autres espèces que les 6 avec des productions autres que fruitières
- 63 - Vignes (en culture pure)
- 64 - Association vigne-verger des 6 espèces
- 65 - Association vigne-autre culture
- 66 - Petits fruits et autres cultures diverses
- 67 - Jardins familiaux à dominante potagère

- 72 - Haies
- 73 - Chemins de terre ou enherbés
- 79 - Cours de ferme, annexes
- 87 - Serres
- Sols artificialisés**
- 74 - Chantiers (bâtiments et travaux publics)
- 75 - Autres sols à profil altéré par extraction (carrières...)
- 76 - Autres sols à profil altéré par dépôt (décharges...)
- 77 - Cimetières
- 78 - Terrains vagues urbains
- 80 - Sols revêtus ou stabilisés de forme aréolaire arborés
- 81 - Sols revêtus ou stabilisés de forme aréolaire nus
- 82 - Sols revêtus ou stabilisés de forme linéaire arborés
- 83 - Sols revêtus ou stabilisés de forme linéaire nus
- 84 - Jardin d'agrément à structure complexe
- 85 - Volumes construits, clos et couverts, de hauteur faible
- 86 - Volumes construits, clos et couverts de hauteur moyenne et forte
- 88 - Volumes construits, couverts seulement
- 89 - Volumes construits temporaires
- 90 - Autres volumes de génie industriel et civil
- 91 - Volumes construits abandonnés (y compris les ruines)